

Citoyens, Résistants d'hier, Résistants d'aujourd'hui.

Pierre Pranchère, ancien résistant,
Secrétaire général du Collectif Maquis de Corrèze,
Député honoraire.
Le dimanche 15 mai 2011 au Plateau des Glières

Mesdames, Messieurs,

Je suis sensible à l'invitation des organisateurs avec mes amis de « Maquisarbres » et c'est pour moi un honneur de prendre la parole à ce rassemblement de l'espérance. Je vous en remercie.

Je vous transmets le salut de la Résistance Unie corrézienne qui a édifié un Mémorial de la Résistance et de la Déportation dont la Croix de Lorraine, peut-être unique en France, comporte deux montants représentant les FTP et l'AS dont les 17000 combattants libérèrent le département.

L'importance de la Résistance était telle que l'occupant nazie disait de notre département : « *Corrèze petite Russie* ». Le corrézien Pierre Pouyade, commandant le Régiment Normandie-Niemen assista, le 10 décembre 1944, à Moscou à la signature de la bonne et belle alliance entre l'URSS, auréolée de ses victoires décisives à Stalingrad et à Koursk et la France, qui grâce à ce traité, retrouva sa stature de grande nation et pris place parmi les quatre grands.

Ce qui nous rassemble aujourd'hui, c'est le programme du CNR, « les jours heureux » adopté le 15 mars 1944. La création, le 27 mai 1943, du CNR par Jean Moulin avait légitimé de Gaulle que Roosevelt et Churchill, nos alliés, voulaient écarter. Nous étions loin du cours d'un fleuve tranquille comme l'a si bien décrit Daniel Cordier. Mais la Résistance ne céda pas, elle fit front et son combat fut victorieux. Cette expérience nous aidera aujourd'hui.

Ce programme, le gouvernement de la Résistance le mit en œuvre dès la Libération. Des réalisations considérables portées par l'initiative populaire furent possibles par la nationalisation des monopoles industriels et financiers. De Gaulle évoquant les rapports entre nations souligna la nécessité de l'indépendance nationale en déclarant : « *que chaque peuple puisse se développer selon son génie propre et sans subir aucune oppression politique ni économique* ».

Voilà la question fondamentale. Nous subissons l'oppression politique et économique de l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie, et des organismes internationaux qui en sont ses relais, le FMI, l'OMC, l'UE et l'OTAN.

Nous le voyons bien avec l'Europe du traité de Maastricht antinomique du programme du CNR. Non seulement elle interdit sa renaissance mais ses sommets et ses directives en ont détruit ses fondamentaux. Citons entre autres, les traités de Lisbonne, en 2000, il privatise les services publics, celui de Barcelone en 2002 recule les retraites à 65 ans et privatise l'énergie et le dernier sommet de Lisbonne est la reprise de la Constitution européenne que notre peuple a rejetée en 2005. Désormais les parlementaires français occupent 80 % de leur activité à retranscrire, sans aucune modification possible, les directives de la Commission de Bruxelles.

Il est bien vrai que la casse des conquêtes sociales s'accélère dramatiquement. Aux effets cités de l'UE s'ajoute l'implacable détermination des gouvernants actuels à détruire méthodiquement ce qui reste du CNR dans le modèle social français. Denis Kessler, grande pointure du MEDEF et des multinationales, admis dans le premier cercle du président Sarkozy, en a fait une analyse enthousiaste dès 2007.

L'actuelle dictature internationale des marchés financiers frappe durement la France et l'Euro en est son instrument. Une large majorité de nos citoyens considère l'euro comme facteur de vie chère et de délocalisations car il fait plonger nos exportations. Garant des profits bancaires il nous imposerait l'austérité éternelle. La dramatisation à propos du retrait de l'Euro ne tient pas, Jacques Niconoff, membre fondateur d'Attac et membre du Conseil Scientifique en fait la démonstration dans une communication du 14 juillet 2010. Autre élément, la France est contributeur net à l'Union Européenne, c'est-à-dire qu'elle verse plus qu'elle ne reçoit.

Les guerres dominatrices se succèdent, la France n'a pas à jouer les boutefeux, elle doit se retirer de l'OTAN et défendre la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Europe est confrontée au développement des activités de mouvements néo-nazis-fascistes, en Limousin nous subissons l'insolence des SS et de leurs émules. Ils insultent nos martyrs et nos héros. Ils n'ont aucun remords. Le Collectif Maquis de Corrèze va saisir les candidats aux législatives et à la présidentielle de 2012 sur la contribution que la France doit apporter à l'instruction du procès des 30 SS suspectés d'avoir commis le massacre de Maillé, conformément à ses engagements internationaux, découlant du Tribunal de Nuremberg, renouvelés, le 25 juin 2001, par Jacques Chirac, Président de la République et Lionel Jospin, Premier ministre.

Il me faut conclure, je le ferai sur la notion de l'égalité. Les richesses de la France ont évoluées mais comment sont-elles distribuées et utilisées ? La dramatique régression sociale s'accompagne de l'explosion des dépenses dans le secteur de la guerre et l'accroissement des richesses d'une minorité. Le coût de la guerre évolue avec l'amplification des agressions guerrières. L'engagement de la France en Afghanistan s'élevait à un milliard 136 millions d'euros en 2009, soit une augmentation de 40 % sur 2008. Autre exemple : l'intervention du porte-avions Charles de Gaulle en Lybie coûte un million 440 000 euros par jour. Le magazine « Challenges » publie la liste des cinquante plus grandes fortunes, il y a bien sûr Bettancourt et Bolloré, le total pèse 162 milliards d'euros soit une moyenne de 3 milliards 24 millions d'euros. J'ajoute les 40 milliards d'euros qui ont été distribués au CAC 40 pour 2010, ainsi soustraits aux salaires et aux investissements ; les bénéficiaires de traitements faramineux dans les multinationales, bancaires et industrielles, les organismes ou les entreprises où l'état est encore représenté ; les cadeaux permanents à l'exemple de celui consenti aux assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes ; et enfin la très avantageuse rémunération du président du FMI qui perçoit mensuellement 27000 euros.

Chers Amis et Camarades, pour tous ceux-là la vie est belle. Ils s'enrichissent en dormant, ils dépensent sans compter. Ils font preuve d'extravagance dans leur compétition de nantis, voitures de luxe, jets privés, et yachts de plaisance sont toujours plus grands, plus sophistiqués. Ils n'oublient pas de les prêter pour services rendus à certains de ceux qui nous gouvernent.

Ils font des rêves peuplés de parachutes dorés lourdement chargés de millions d'euros, de stock-options et pendant ce temps le pouvoir d'achat de la masse des salariés dégringole. Des

millions de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de titulaires du RSA, des travailleurs immigrés sans papiers font des cauchemars sur le comment vivre ou survivre.

Les résistants qui moururent au combat ou sous la torture, les 52 FTP-MOI, compagnons de Léon Landini, qui ne livrèrent aucun nom aux tortionnaires de Barbie ne firent pas le sacrifice de leur vie pour une société aussi barbare, une société indigne de la déclaration des droits de l'homme, de la France des Lumières et de celle de la Résistance.

Unis pour la renaissance du Conseil National de la Résistance qui n'a pris aucune ride et dans son esprit luttons pour une France indépendante et souveraine, forte et heureuse, dans la paix du monde entier.